

Division des ressources humaines

DRH1

Affaire suivie par :
Chantal FIORINA

Tél : 05 36 25 72 56
Mél : drh1.ia82@ac-toulouse.fr
12, avenue Charles de Gaulle
82017 MONTAUBAN

Montauban, le 21 janvier 2026

L'Inspecteur d'académie -
Directeur académique des services
départementaux de l'Éducation nationale de
Tarn-et-Garonne

à

Mesdames et Messieurs les professeurs des
écoles

S/c de mesdames et messieurs les
Inspecteurs de l'Éducation Nationale

Objet : Congé de formation professionnelle des personnels enseignants du premier degré au titre de l'année scolaire 2026-2027.

Réf:

- Décret n° 2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'Etat.
- Décret n° 2007-1942 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle des agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les modalités de candidature pour le congé de formation professionnelle.

I - CONDITIONS GÉNÉRALES

a) Personnels concernés

Peuvent prétendre à un congé de formation professionnelle les personnels enseignants titulaires ou contractuels en CDI, en position d'activité, ayant accompli au moins trois années de services effectifs dans l'administration, en qualité de titulaire, stagiaire ou agent non titulaire au 01/09/2026. Les services effectués à temps partiel sont comptés au prorata de leur durée.

Pour les enseignants contractuels, 12 mois au moins doivent avoir été accomplis pour le Ministère de l'Éducation nationale.

b) Nature de la formation

En plus des actions de formation organisées par l'administration ou à son initiative, les fonctionnaires ont la possibilité de demander un congé de formation professionnelle afin de parfaire leur formation personnelle.

c) Durée

Le congé de formation professionnelle ne peut excéder trois ans sur l'ensemble de la carrière (dont un seul peut être rémunéré) et est porté à cinq ans pour les personnels bénéficiaires de l'obligation d'emploi (BOE).

Le congé de formation peut être pris en une seule fois ou bien réparti au long de la carrière à temps plein ou fractionné pour une durée qui ne peut être inférieure à un mois à temps plein. Le congé commence obligatoirement le 1er du mois concerné par la formation. Le nombre de mois demandé correspond à la durée réelle de la formation.

II - RÉGIME DE RÉMUNERATION

Le congé de formation est une période d'activité et est prise en compte pour l'avancement et compte également pour le droit à pension.

Pendant la première année, l'agent perçoit une rémunération mensuelle forfaitaire égale à :

- 85 % du traitement brut et de l'indemnité de résidence afférents à l'indice détenu au moment de la mise en congé ;
- 100 % pour les agents relevant du décret n° 2022-1043 du 22 juillet 2022, puis 85 % la deuxième année.

Le traitement de cette indemnité ne peut excéder l'indice 650 brut, soit 2 778,62 euros.

L'indemnité mensuelle forfaitaire n'est pas revalorisée en cas de modification de la valeur du point indiciaire.

L'effet financier de l'avancement d'échelon ou de la promotion de grade obtenu pendant le congé est reporté à la date de réintégration.

Les cotisations sociales obligatoires (y compris) pensions civiles sont calculées sur la base de 100 % du traitement brut.

Durant la période indemnisée, l'agent conserve le droit au supplément familial (calculé par référence au dernier traitement perçu avant le début du congé). Il ne peut bénéficier du remboursement des frais de transport.

Les frais d'inscription, de formation et toutes autres dépenses liées à la formation sont à la charge de l'intéressé.

IMPORTANT : Les frais inhérents à la formation sont entièrement à la charge de l'intéressé(e).

III - OBLIGATIONS DE L'AGENT EN CONGÉ

Le fonctionnaire qui bénéficie d'un congé de formation s'engage à rester au service de l'État pendant une période égale au triple de celle pendant laquelle il a perçu les indemnités prévues ci-dessus, et à rembourser le montant des dites indemnités en cas de rupture de l'engagement.

L'agent doit, à la fin de chaque mois et lors de sa reprise, remettre une attestation de présence délivrée par l'établissement de formation.

L'agent doit consacrer l'intégralité de son activité à sa formation et ne peut exercer d'activité accessoire.

Toute interruption sans motif valable entraîne la suppression du congé et le remboursement des rémunérations perçues.

III - CONSTITUTION DU DOSSIER ET CALENDRIER

Les candidats à un congé de formation professionnelle devront faire parvenir leur demande à l'aide de l'imprimé joint, accompagnée d'une lettre de motivation manuscrite et d'une copie de leurs diplômes les plus élevés à l'I.E.N de leur circonscription avant le 27 mars 2026, dernier délai, date de réception à la circonscription.

Tout dossier incomplet ne sera pas traité.

Il est recommandé de prendre contact avec la cellule RH de proximité (mail drhproximite.82@ac-toulouse.fr) avant le dépôt du dossier.

La demande de congé formation doit indiquer très clairement la date de début, la nature, la durée de la formation, le volume horaire, ainsi que le nom de l'organisme responsable de celle-ci.

Dans tous les cas, la formation demandée doit obligatoirement représenter un volume horaire suffisamment important pour justifier l'octroi du congé.

Mesdames et messieurs les I.E.N transmettront les dossiers de candidatures, après y avoir porté leur avis, à la direction des services départementaux de l'éducation nationale de Tarn-et-Garonne, division des ressources humaines pour le **17 avril 2026**.

Les personnels seront informés par courrier de la suite donnée à leur candidature.

Je vous remercie de veiller au respect des délais indiqués.

Cyril LE NORMAND

